

Mettez fin à la crise du coût de la vie : Augmentez les salaires, taxez les profits !

Cette crise est due aux profits excessifs, et non aux salaires.

Les salaires ne sont pas la cause de l'inflation. Les travailleurs sont les victimes de cette crise, avec la chute de la valeur de leurs salaires alors que les prix des biens de consommation courante augmentent. Cette situation ne fait qu'accroître les inégalités existantes, avec des travailleurs à bas salaire et des personnes vulnérables qui sont les plus durement touchés.

Il incombe aux employeurs, aux gouvernements et à l'UE de prendre des mesures urgentes pour lutter contre la crise du coût de la vie en garantissant des augmentations de salaire, une aide d'urgence aux familles en difficulté, un plafonnement des prix, la taxation et la redistribution des bénéfices et des richesses excédentaires.

C'est pourquoi les travailleurs et leurs syndicats à travers l'Europe appellent à **un plan en six points** pour s'attaquer à la crise du coût de la vie et à construire une économie qui réponde aux besoins des travailleurs.

Nous demandons :

1 Des augmentations de salaire pour faire face à l'augmentation du coût de la vie et garantir que les travailleurs reçoivent une part équitable des gains de productivité, ainsi que des mesures visant à promouvoir la négociation collective comme le meilleur moyen d'obtenir des salaires équitables et une économie durable.

2 Des paiements ciblés pour les personnes qui ont du mal à payer leurs factures d'énergie, à mettre de la nourriture sur la table et à payer le loyer ; le droit à l'alimentation et à un logement chaud sont des droits de l'homme qui doivent être protégés. On ne peut pas attendre des personnes en situation de pauvreté qu'elles paient des factures inabordables. Il faut interdire les débranchements

3 Des plafonds de prix, en particulier sur le coût des factures d'énergie, et une taxe étanche sur les bénéfices excessifs des entreprises d'énergie et autres, afin de s'assurer qu'elles ne sont pas autorisées à spéculer sur cette crise, ainsi que d'autres mesures pour mettre fin aux profits, comme la limitation des dividendes, et pour empêcher la spéculation sur les prix des denrées alimentaires.

4 Des mesures nationales et européennes de soutien anticrise pour protéger les revenus et les emplois dans l'industrie, les services et le secteur public, y compris les mesures de type SURE pour protéger les emplois, les revenus, et de financer des mesures sociales pour faire face à cette crise et à des processus de transition justes.

5 Réformer le fonctionnement du marché européen de l'énergie. Reconnaître que l'énergie est un bien public et investir pour s'attaquer aux causes profondes de la crise, telles que le sous-investissement dans les énergies vertes et les conséquences de la privatisation.

6 Un siège à la table pour les syndicats afin de concevoir et de mettre en œuvre des mesures anti-crise par le biais du dialogue social. Il s'agit de la méthode éprouvée pour gérer la crise avec succès.

Les gouvernements et l'UE ne peuvent pas faire l'impasse sur cette crise. Le prix de l'inaction ou l'adoption d'une mauvaise réponse, comme l'augmentation des taux d'intérêt, le gel des salaires ou le retour à un agenda d'austérité ratée, sera catastrophique.